

Yamoussoukro ce samedi 4 décembre 2010

Bien chers,

C'est la confusion totale. Le Conseil Constitutionnel a déclaré hier après-midi Gbagbo président après avoir annulé le vote dans 7 départements du Nord (Bouaké, Katiola, Dabakala, Ferké, Korhogo, Boundiali, Seguela). Et voilà que l'Onu a certifié l'élection d'Alassane qui a reçu les félicitations de l'Union Européenne, d'Obama et de Sarkozy. Les pays africains sont plus prudents. Ce midi Gbagbo doit prêter serment ; Alassane dans quelques jours. Allons-nous avoir 2 présidents ? Si l'on respecte les institutions du pays souverain, seul le Conseil Constitutionnel a force de loi. La déclaration du pdt de la CEI n'a pas de valeur en soi : hors délai, sans le consensus réglementaire de tous ses membres, faite hors des murs de la CEI et en l'absence des média nationaux. Qui peut faire le tri de cet imbroglio ?

J'ai copié ce passage qui exprime bien aussi ma pensée :

Dans « La Croix » du 3 décembre 2010, interview de Georges Adon de la communauté de Sant Eggidio à Abidjan
La tenue des élections a-t-elle été suffisamment préparée ?

Une grande erreur est d'avoir organisé des élections avant d'avoir désarmé tous les rebelles dans le nord du pays. La police nationale n'a pas réussi à prendre le contrôle de cette région, où subsistent des milices. Les rebelles en contrôlent l'accès en stationnant à certains barrages. L'unification de la Côte d'Ivoire n'est pas achevée

Avons-nous des preuves des fraudes en dehors de la déclaration du Conseil Constitutionnel ? Un ami de F. m'a rapporté : quelqu'un m'a assuré qu'il a voté 5 fois dimanche dernier.

Sur abidjan.net, vous pouvez trouver toutes les informations et les dépêches d'agence concernant la Côte d'Ivoire.

Ce lundi 6 décembre 2010

2 présidents, 2 premiers ministres : voilà le tableau après un week-end chargé de péripéties. Gbagbo a prêté serment au cours d'une séance du Conseil Constitutionnel ; Ado a prêté serment par écrit dans son Hôtel du Golf, en présence de Soro premier ministre qu'il a reconduit après en avoir reçu sa démission. Alors que Thabo Mbeki, ancien pdt de l'Afrique du Sud dépêché par l'Union africaine, entendait tout à tour les différentes parties, Ado a publié la liste de son gouvernement où Soro est donc premier ministre et ministre de la Défense, et Gbagbo a nommé son premier ministre : Gilbert Marie N'gbo Aké, pdt de l'université de Cocody et économiste. Ce matin les frontières ont été réouvertes ; le couvre-feu est terminé... s'il n'est pas reconduit aujourd'hui. Les gens ne savent plus où ils en sont, avec un sentiment de honte devant le spectacle que le pays présente. Beaucoup ont peur : nous en connaissons qui quittent leurs quartiers où ils se sentent menacés à cause de leur choix opposé à celui de la majorité des habitants.

A l'investiture de Gbagbo, seuls les ambassadeurs de l'Afrique du Sud, de l'Angola et du Liban étaient présents ; de fait la plupart des pays reconnaissent Ado pdt... mais cela n'est pas trop étonnant puisqu'il y a des années qu'on le voulait à cette place. Autant finir maintenant.

Ce mardi 7 décembre 2010

2 présidents, 2 premiers ministres et maintenant 2 gouvernements depuis cet après-midi. Je ne connais pas les détails de celui de Gbagbo, mais la nomination de Blé Goudé comme ministre de la jeunesse etc. ne sera pas appréciée de tous : leader des jeunes patriotes, il est encore sous une sanction de l'Onu. A Abuja (Nigeria) se tient un sommet de la Cedeao sans président ivoirien. On a appris que Gbagbo a dépêché des émissaires dans plusieurs pays, y compris le Nigéria. On ne sait plus où on en est ni où on va ! Aujourd'hui les écoles ont quand même repris les cours.

Ce mercredi 8 décembre 2010

Toujours la confusion, même dans nos esprits. On connaît bien le nouveau gouvernement de Gbagbo, 33 ministres dont 7 femmes et très peu d'anciens ; parmi les femmes la seule

candidate du 1^{er} tour (J. Oble), membre du Rdr d'Ado il y a quelques années. Le même jour, Ado a signé certaines nominations au niveau de la RTI encore aux mains de Gbagbo, des Finances ; il a révoqué les ambassadeurs proches de Gbagbo et a convoqué tous les autres : est-ce que ces décisions peuvent être suivies d'effets ? On se demande comment peuvent se faire les passations de service au niveau des ministres et avec lesquels ?! La Cédéao s'est réunie hier, mais la moitié des chefs d'Etat était absente ; elle demande à Gbagbo de partir.

Ce jeudi 9 décembre 2010

Les jours se suivent et se ressemblent. Nous aimerions connaître la vérité de tout ce qui arrive, mais les informations sont contradictoires. C'est JN qui m'écrit de Bouaké où il était président de bureau de vote : tout s'est passé normalement dans son bureau et d'après lui ailleurs également. C'est C qui me montre une photocopie de procès verbal récapitulant les votes de la région de Bouaké : le total de la colonne portant le nombre de voix d'Ado est faux et largement gonflé (de près de 100 000 voix), alors que pour Gbagbo le total est bon... mais l'original de la photocopie est-il un vrai ? C dit que c'est ce que voulait lire le porte parole de la Cei et qui avait été arraché devant les caméras par un commissaire Fpi. Quel taux de participation au vote ? Autour de 70% comme annoncé le lendemain par tous, ou autour de 80% comme déclaré par le pdt de la CEI sur France 24 ? La différence de 10 % représente près de 500 000 électeurs ! Et ainsi de suite, on ne sait plus où donner de la tête !

Ce vendredi 10 décembre 2010

Ado demande aux fonctionnaires de désobéir aux « autorités illégitimes ». J'ai été surpris l'autre jour d'entendre un officier de police me dire sans sourciller qu'Ado partira, qu'il ne se passera rien d'autre. Gbagbo a commencé à recevoir les félicitations de certains groupes de population ; il leur dit sa tranquillité, qu'il n'y aura pas de guerre, que le temps travaille et il a lancé un appel à la discussion. A voir ces images et à l'entendre, Gbagbo n'est pas prêt à abandonner son fauteuil présidentiel. Et j'imagine mal une issue non violente à cette crise ; sans coup de force, qui pourrait gagner un tel bras de fer ?

La nuit précédente, un incident a eu lieu à l'entrée de Yamoussoukro. Bravant le coup de feu (toujours en vigueur quoique raccourci de 4h), une colonne de l'Onuci voulait passer. Les gendarmes et autres militaires du corridor l'ont bloquée durant 3h, voulant connaître l'identité des passagers. Les militaires de l'Onu ont eu beau protester, ils ont accepté : dans le convoi, il y avait un secrétaire général adjoint des Forces Nouvelles (rebelles) qui revenait à Bouaké (fief). Le convoi de l'Onu a repris la route mais accompagné jusqu'à Tiébissou, ancienne limite sud de la zone de confiance sur la route de Bouaké.

Constatant la très forte pression de la communauté internationale (sans doute animée par la France comme par le passé et selon la répartition géopolitique des états anciennement colonisés), pression donc pour reconnaître Ado et faire partir Gbagbo, une grosse question me tracasse : comment cela se fait-il qu'en 2002, lors du déclenchement de la rébellion, cette même communauté n'ait pas montré autant de zèle pour la condamner et défendre l'unité du pays ? Ne s'était-elle pas contentée d'accepter le fait accompli et de créer une zone de confiance divisant le pays ? Pourquoi ces 2 poids 2 mesures ? Quels sont les intérêts des uns et des autres ?

En attendant l'issue, le panier de la ménagère prend de gros coups : les transports étant irréguliers, les produits se font rares et les prix flambent. Les fonctionnaires s'interrogent pour leurs salaires de fin du mois. Même si les activités ont un peu repris, le cœur n'y est pas et l'inquiétude grandit. J'entends des parents qui pensent à l'avenir de leurs enfants. Voilà ce que je voulais vous partager. Merci pour votre attention. Je vous embrasse.

Jean-Marie